

[7122]

**Burgerpersoneel. — Eervol ontslag**

Bij koninklijk besluit nr. 1193 van 9 mei 1996, wordt aan de heer Jacques Vandeveldde, vertaler-revisor-directeur, eervol ontslag uit zijn ambt verleend, met aanspraak op een pensioen van 1 februari 1997 af.

Hij wordt gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

**Leger. — Zeemacht  
Ontslag uit het kader van de reserveofficieren**

[7125]

Bij koninklijk besluit nr. 1202 van 14 mei 1996, wordt het ontslag uit de graad aangeboden door reservefregatkapitein G. Jacobs, van het korps van de dekofficieren, aanvaard op 16 april 1996.

Hij heeft geen militaire verplichtingen meer.

**Leger. — Landmacht  
Overgang van het kader van de beroepsofficieren  
naar het kader van de reserveofficieren**

[7131]

Bij koninklijk besluit nr. 1212 van 3 juni 1996, wordt het ontslag uit het ambt dat hij bij het kader der beroepsofficieren bekleedt, aangeboden door kapitein J. Bel, aangenomen op 1 juni 1996.

Hij gaat op deze datum, met zijn graad en zijn anciënniteit, over naar het kader der reserveofficieren, korps van de genie.

Voor verdere bevordering neemt hij anciënniteitsrang als reserveonderluitenant op 1 september 1981.

**Leger. — Landmacht  
Veranderingen van korps**

[7133]

Bij koninklijk besluit nr. 1216 van 24 juni 1996 :

**Korps van de genie**

Wordt luitenant O. Vandegard, van ambtswege, met zijn graad en met zijn anciënniteit overgeplaatst naar het korps van het lichte vliegwezen, op 19 april 1996.

Voor verdere bevordering wordt hij na luitenant M. Gelders gerangschikt.

**Korps van de artillerie**

Wordt luitenant X. Herion van ambtswege, met zijn graad en met zijn anciënniteit overgeplaatst naar het korps van het lichte vliegwezen, op 19 april 1996.

Voor verdere bevordering wordt hij na luitenant P. Mignolet gerangschikt.

[7121]

**Personnel civil. — Démission honorable**

Par arrêté royal n° 1193 du 9 mai 1996, la démission honorable de ses fonctions est accordée à M. Vandeveldde, Jacques, traducteur-reviseur-directeur, avec faculté de faire valoir ses droits à une pension de retraite à partir du 1er février 1997.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de sa fonction.

**Armée. — Force navale  
Démission dans le cadre des officiers de réserve**

[7125]

Par arrêté royal n° 1202 du 14 mai 1996, la démission du grade offerte par le capitaine de frégate de réserve Jacobs, G., du corps des officiers de pont, est acceptée le 16 avril 1996.

Il n'a plus d'obligations militaires.

**Armée. — Force terrestre  
Passage du cadre des officiers de carrière  
dans le cadre des officiers de réserve**

[7131]

Par arrêté royal n° 1212 du 3 juin 1996, la démission de l'emploi qu'il occupe dans le cadre des officiers de carrière, offerte par le capitaine Bel, J., est acceptée le 1er juin 1996.

Il passe à cette date, avec son grade et son ancienneté, dans le cadre des officiers de réserve, corps du génie.

Pour l'avancement ultérieur il prend rang d'ancienneté de sous-lieutenant de réserve le 1er septembre 1981.

**Armée. — Force terrestre  
Changements de corps**

[7133]

Par arrêté royal n° 1216 du 24 juin 1996 :

**Corps du génie**

Le lieutenant Vandegard, O., est transféré d'office, avec son grade et son ancienneté, dans le corps de l'aviation légère, à la date du 19 avril 1996.

Pour l'avancement ultérieur, il est classé après le lieutenant Gelders, M.

**Corps de l'artillerie**

Le lieutenant Herion, X., est transféré d'office, avec son grade et son ancienneté, dans le corps de l'aviation légère, à la date du 19 avril 1996.

Pour l'avancement ultérieur, il est classé après le lieutenant Mignolet, P.

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN****COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP****MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION**

[S - C - 29224]

3 JUIN 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la composition et les règles de fonctionnement de la Commission centrale de réaffectation pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court, artistique et de promotion sociale libres subventionnés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, modifié par les décrets du 22 décembre 1994 et du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique libres subventionnés, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné, notamment l'article 18;

Vu la consultation des groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs et des groupements du personnel de l'enseignement libre subventionné,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

Article 1<sup>er</sup>. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux Pouvoirs organisateurs et aux membres du personnel subventionné des établissements d'enseignement secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court, artistique et de promotion sociale libres subventionnés.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° la commission : la Commission centrale de réaffectation pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court, artistique et de promotion sociale libres subventionnés;

2° le ministre : le ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement libre subventionné dans ses attributions.

#### CHAPITRE II. — Composition de la commission

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. La commission comprend deux chambres, l'une étant compétente pour l'enseignement confessionnel, l'autre pour l'enseignement non confessionnel.

§ 2. Chacune des deux chambres est composée de douze membres effectifs et de douze membres suppléants dont les mandats se répartissent à égalité entre les représentants des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné et les représentants des organisations syndicales.

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Sont nommés membres de la chambre compétente pour l'enseignement libre confessionnel :

1° En tant que membres effectifs représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre confessionnel :

1. Mme Nicole Kuhn;
2. M. Pierre Jacques;
3. M. Louis Doneux;
4. M. Jacques Humblet;
5. Mme Monika Verhelst;
6. Mme Danièle Gielis.

2° En tant que membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre confessionnel :

1. M. Robert Dupuis;
2. M. Benoît Guillaume;
3. M. Gilbert Kaye;
4. M. Arthur Belleflamme;
5. M. Bernard De Vlaeminck;
6. M. Michel Clotuche.

3° En tant que membres effectifs représentant les organisations représentatives des membres du personnel dans l'enseignement libre confessionnel :

1. M. Léon Halkein;
2. M. François Archambeau;
3. M. André Janne;
4. M. Jacques Vanoirbeck;
5. M. Michel Matis;
6. Mme Danielle Littré.

4° En tant que membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel dans l'enseignement libre confessionnel :

1. M. André Van de Weyer;
2. M. Denis Antoine;
3. M. Pascal Baert;
4. M. Jean-Claude Wilkin;
5. M. Guy Anson;
6. M. Bernard Klein.

§ 2. Sont nommés membres de la chambre compétente pour l'enseignement libre non confessionnel :

1° En tant que membres effectifs représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre non confessionnel :

1. M. René Deweerdt;
2. M. Raymond Vandeuken;
3. M. Jean-Marie Capouillez;
4. Mme Bénédicte Burton;
5. Mme Maryse Stengele;
6. Mme Jearine Sornin.

2° En tant que membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre non confessionnel :

1. M. Bernard Clarinval;
2. Mme Martine Van Cauwenbergh;
3. M. Bienfait;
4. M. Michel Bettens;
5. Mme Geneviève Mies;
6. Mme Michèle Kleykens.

3° En tant que membres effectifs représentant les organisations représentatives des membres du personnel dans l'enseignement libre non confessionnel :

1. M. Jean-Michel Dufays;
2. M. Robert Manchon;
3. M. Albert Vander Eycken;
4. M. Michel Matis;
5. Mme Maria Mignone;
6. M. Jacques Vanoirbeck.

4° En tant que membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel dans l'enseignement libre non confessionnel :

1. M. Léon Comblez;
2. Mme Eliane Jaquemain;
3. Mme Marianne Samray;
4. M. Guy Ansion;
5. Mme Danielle Litre;
6. M. André Janne.

**Art. 5.** M. Gérard Schmit, directeur d'administration f.f. au Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, est nommé président de la commission.

M. Albert Adam, directeur d'administration f.f. au Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, est nommé vice-président de la commission.

**Art. 6.** Mme Viviane Lamberts, secrétaire d'administration, est nommée secrétaire de la commission.  
Mme Nicole Wambe, secrétaire d'administration, est nommée secrétaire adjointe de la commission.

#### CHAPITRE III. — Règles de fonctionnement de la commission

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Le président convoque la commission à la demande d'une organisation représentative des pouvoirs organisateurs ou d'une organisation syndicale, à son initiative, au moins une fois avant la mi-novembre dès que le travail des commissions zonales de réaffectation est terminé.

§ 2. La convocation est envoyée uniquement aux effectifs. Il appartient à ces derniers, en cas d'empêchement, d'avertir leurs suppléants.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** La commission veille à dégager un consensus dans les prises de décision. A défaut, si des décisions doivent être soumises au vote, celles-ci sont prises à la majorité absolue des membres présents et chaque groupe — pouvoirs organisateurs, organisations syndicales — doit être représenté par la moitié au moins de ses membres. Tout membre présent peut être porteur d'une procuration.

§ 2. Les président, vice-président, secrétaire et secrétaire adjointe n'ont pas voix délibérative.

§ 3. La présence de techniciens, sans voix délibérative, peut être admise.

**Art. 9.** Les membres de la commission ont droit au remboursement de leurs frais de parcours aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel des administrations de la Communauté française.

#### CHAPITRE IV. — Missions et compétences de la commission

**Art. 10.** La commission a pour mission :

1° de réaffecter les membres du personnel en disponibilité, soit en procédant à des désignations d'office, soit en entérinant les réaffectations effectuées par les pouvoirs organisateurs et les Commissions zonales;

2° de remettre au travail, selon la même procédure, les membres du personnel en disponibilité, en attendant qu'ils puissent être réaffectés;

3° de rappeler en service un membre de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans une fonction de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation;

4° de traiter les dossiers des membres du personnel qui restent soumis à l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné;

5° de statuer sur les demandes de non-reconduction des réaffectations et remises au travail;

6° de statuer, au nom du Ministre, sur les recours introduits par les pouvoirs organisateurs ou les membres du personnel ou sur des situations particulières nées de l'application des arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 et du 12 septembre 1995, précités, réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement libre subventionné;

7° de pourvoir au remplacement, par voie de réaffectation, des membres du personnel qui sollicitent une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite.

#### CHAPITRE V. — Disposition finale

**Art. 11.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> septembre 1995.

Bruxelles, le 3 juin 1996.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,  
Mme L. ONKELINX

## VERTALING

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

[S - C - 29224]

3 JUNI 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de samenstelling en de werkingsregels van de centrale reffectatiecommissie voor het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet d.d. 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994 en 10 april 1995;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtwedde-toelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en buitengewoon onderwijs, het hoger onderwijs van het korte type en het kunstonderwijs, inzonderheid op art. 22;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtwedde-toelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op de raadpleging van de meest representatieve verenigingen van inrichtende machten en van de verenigingen van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene Bepalingen*

Artikel 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de inrichtende machten en op de gesubsidieerde personeelsleden van de inrichtingen voor vrij gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° commissie : de Centrale Reffectatiecommissie voor het vrij gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie;

2° minister : de Minister tot wiens bevoegdheid het statuut der personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs behoort.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling van de Commissie*

Art. 3. § 1. De commissie omvat twee raden: de ene is bevoegd voor het confessioneel onderwijs, de andere voor het niet-confessioneel onderwijs.

§ 2. Elke raad bestaat uit twaalf werkende leden en twaalf plaatsvervangers wier mandaten gelijk verdeeld worden tussen de vertegenwoordigers van het gesubsidieerd vrij onderwijs en de vertegenwoordigers van de vakbonden.

Art. 4. § 1. Worden benoemd tot lid van de raad bevoegd voor het vrij confessioneel onderwijs :

1° Als werkend lid, vertegenwoordiger van de inrichtende machten van het vrij confessioneel onderwijs :

1. Mevr. Nicole Kuhn;
2. de heer Pierre Jacques;
3. de heer Louis Doneux;
4. de heer Jacques Humblet;
5. Mevr. Monika Verhelst;
6. Mevr. Danièle Gelis.

2° Als plaatsvervanger, vertegenwoordiger van de inrichtende machten van het vrij confessioneel onderwijs :

1. de heer Robert Dupuis;
2. de heer Benoît Guillaume;
3. de heer Gilbert Kaye;
4. de heer Arthur Belleflamme;
5. de heer Bernard De Vlaeminck;
6. de heer Michel Clotuche.

3° Als werkend lid vertegenwoordiger van de representatieve verenigingen van personeelsleden van het vrij confessioneel onderwijs :

1. de heer Léon Halkein;
2. de heer François Archambeau;
3. de heer André Janne;
4. de heer Jacques Vanoirbeck;
5. de heer Michel Matis;
6. Mevr. Danielle Litre.

4° Als plaatsvervanger, vertegenwoordiger van de representatieve verenigingen van personeelsleden van het vrij confessioneel onderwijs :

1. de heer André Van de Weyer;
2. de heer Denis Antoine;
3. de heer Pascal Baert;
4. de heer Jean-Claude Wilkin;
5. de heer Guy Anson;
6. de heer Bernard Klein.

§ 2. Worden benoemd tot lid van de raad bevoegd voor het vrij niet-confessioneel onderwijs :

1° Als werkend lid, vertegenwoordiger van de inrichtende machten van het vrij niet-confessioneel onderwijs :

1. de heer René Deweerdt;
2. de heer Raymond Vandeuren;
3. de heer Jean-Marie Capouillez;
4. Mevr. Bénédicte Burton;
5. Mevr. Maryse Stengele;
6. Mevr. Jeanine Sorrin.

2° Als plaatsvervanger, vertegenwoordiger van de inrichtende machten van het vrij niet-confessioneel onderwijs :

1. de heer Bernard Clarinval;
2. Mw. Martine Van Cauwenbergh;
3. de heer Bienfait;
4. de heer Michel Bettens;
5. Mevr. Geneviève Mies;
6. Mevr. Michèle Kleykens.

3° Als werkend lid, vertegenwoordiger van de representatieve verenigingen van personeelsleden in het vrij niet-confessioneel onderwijs :

1. de heer Jean-Michel Fays;
2. de heer Robert Manchon;
3. de heer Albert Vander Eycken;
4. de heer Michel Matis;
5. Mevr. Maria Mignone;
6. de heer Jacques Vanoirbeck.

4° Als plaatsvervanger, vertegenwoordiger van de representatieve verenigingen van de personeelsleden in het vrij niet-confessioneel onderwijs :

1. de heer Léon Comblez;
2. Mevr. Eliane Jaquemain;
3. Mevr. Marianne Samray;
4. de heer Guy Ansion;
5. Mevr. Danielle Litte;
6. de heer André Janne.

Art. 5. De heer G. Schmit, wd. bestuursdirecteur bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, wordt tot commissievoorzitter benoemd.

De heer Albert Adam, wd. bestuursdirecteur bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, wordt tot ondervoorzitter van de commissie benoemd.

Art. 6. Mevr. Viviane Lamberts, bestuurssecretaris, wordt tot commissiesecretaris benoemd.

Mevr. Nicole Wambe, bestuurssecretaris, wordt tot adj.-secretaris van de commissie benoemd.

### HOOFDSTUK III. — *Werkingsregels van de commissie*

Art. 7. § 1. De voorzitter roept de commissie bijeen op vraag van een representatieve vereniging van inrichtende machten of van een vakbond, op eigen initiatief, ten minste één keer voor half november, zodra de werkzaamheden van de zonecommissies voor reëctatie ten einde zijn.

§ 2. De oproepingsbrief wordt uitsluitend aan de werkende leden gestuurd. Laatstgenoemden dienen in geval van verhinderd hun plaatsvervanger te verwittigen.

Art. 8. § 1. De commissie zorgt ervoor bij de besluitvorming een consensus te bereiken. Bij gebrek eraan worden de beslissingen bij volstrekte meerderheid van stemmen van de aanwezige leden genomen indien bedoelde beslissingen ter stemming moeten gebracht elke groep — inrichtende machten, vakbonden — moet door minstens de helft van haar leden vertegenwoordigd worden. Elk aanwezig lid mag gevolmachtigd zijn.

§ 2. De voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris en de adjunct-secretaris zijn niet stemgerechtigd.

§ 3. De aanwezigheid van technici, die niet stemgerechtigd zijn, is toegelaten.

Art. 9. De commissieleden hebben recht op terugbetaling van hun vervoerkosten onder de voorwaarden die van toepassing zijn op de personeelsleden van de besturen van de Franse Gemeenschap.

### HOOFDSTUK IV. — *Opdrachten en bevoegdheden van de commissie*

Art. 10. De commissie heeft als doel :

1° de ter beschikking gestelde personeelsleden te reëcteren, ofwel door aanstellingen van ambtswege, ofwel door de reëctaties die door de inrichtende machten en door de zonecommissies uitgevoerd werden, te bekrachtigen;

2° de ter beschikking gestelde personeelsleden, volgens dezelfde werkwijze, weder tewerk te stellen in afwachting van een reëctatie;

3° een lid van de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel weder in dienst te roepen in een ambt van de categorie opvoedend hulp personeel;

4° de dossiers te behandelen van de personeelsleden die onderworpen blijven aan het koninklijk besluit van 27 juli 1976 tot reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reëctatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd onderwijs;

5° over de aanvragen van niet-verlenging van de reëctaties en wedertewerkstelling te oordelen;

6° namens de Minister over de door de inrichtende machten of de personeelsleden ingestelde beroepen of over bijzondere toestanden, ontstaan uit de toepassing van voormelde besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995 en 12 september 1995 tot reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reëctatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs te voldoen;

7° in de vervanging bij reffectatie te voorzien van de personeelsleden die om een terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen vóór het pensioen verzoeken.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 1995.  
Brussel, 3 juni 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,  
Mevr. L. ONKELINX

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS**

[C - 27396]

**27 JUIN 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon  
portant désignation des agents qualifiés pour veiller à l'exécution des règlements de police  
sur le réseau de transport exploité par la société de transport en commun du Hainaut**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 11, modifié par la loi du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 9 juillet 1875 sur les tramways, notamment l'article 11, ajouté par la loi du 15 août 1897;

Vu la loi du 25 juillet 1891 révisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer, notamment les articles 10 et 16;

Vu l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars, notamment l'article 31;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, notamment l'article 62;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, notamment l'article 3, 13°;

Vu l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar, notamment l'article 41;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à de nouvelles désignations en raison des modifications intervenues au sein du personnel de la société de transport en commun du Hainaut;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont chargés de rechercher et de constater les infractions à l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocars et à l'article 25.1., 2° et 6° de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, les agents dont les noms suivent :

- Boulanger Jean-Claude, contrôleur;
- Houdart Raymond, contrôleur;
- Boudart Yves, contrôleur;
- Petrioli Jean-Claude, contrôleur;
- Lucas Jean-Luc, contrôleur;
- Bourlard Etienne, contrôleur;
- Blondeau Yvan, contrôleur;
- Couniot Fabrice, contrôleur;
- Deroubaix Olivier, contrôleur;
- Vervaeet Fabien, contrôleur;
- Bertuille Jean-Paul, contrôleur;
- Baton Laurent, contrôleur;
- Chuffart Francis, contrôleur;
- Devos Damien, attaché.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 27 juin 1996.

**Art. 3.** Le Ministre qui a les transports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 27 juin 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Économie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN